

mars 1949

Lettre n°1263

Monsieur,

STAT

Dauber à nouveau sur les statistiques de Jules Moch deviendrait fastidieux. Que le Ministre de l'Intérieur ait voulu parer le scrutin, comme la vieille coquette se farde dès le réveil, personne ne lui en veut. Ce qu'on lui reproche, c'est de l'avoir fait avec maladresse et surtout de s'être fait "prendre". Egalement, de l'avoir fait sans discernement. Car ses manipulations de chiffres n'ont pas atteint que le RPF. Le RGR est furieux. Les statistiques officielles le font apparaître comme ayant perdu des sièges, alors qu'il estime en avoir gagnés. Le PRL proteste aussi. Bref, le Ministre de l'Intérieur s'est déconsidéré et je ne jurerais pas que cela ne fait pas plaisir à Queuille. Ce dernier avait trois successeurs possibles : Ramadier, Moch et Robert Schuman; les deux premiers guettant son départ avec quelque impatience. Tous deux sont devenus impossibles, sans qu'il ait d'ailleurs fait un geste pour cela. La grande force de Queuille est de ne pas commettre d'erreur. Il profite de celles des autres. En politique, les facteurs négatifs paient mieux que les facteurs positifs.

Sa placidité, qui masque un froid calcul à longue échéance, Queuille l'opposera sans doute aux impatiences de quelques Indépendants ou hommes politiques de droite qui entendent tirer un profit immédiat des élections cantonales en entrant dans le Gouvernement. Ce n'est pas qu'il leur est opposé, mais il est opposé au principe du remaniement. Pour résister aux pressions qui vont se manifester, il possède une arme solide, qui est la composition même de son gouvernement. Aux Indépendants et PRL revendicants, il montrera la liste de ses collaborateurs et pointera les noms de Petsche, Moreau, Pinay, Bruyneel, Marcellin, Bétolaud, tous modérés, qu'il a, dès le premier jour, choisis pour collaborateurs, comme si, dès le premier jour, il avait prévu le glissement à droite des élections cantonales. Pleven qui, du reste, n'est pas Indépendant, mais UDSR, l'a parfaitement senti; il déclarait aujourd'hui que rien ne pressait, que le Gouvernement était équilibré et que, pour sa part, il ne voyait nullement la nécessité d'un élargissement immédiat. Peut-être prévoyait-il le désaveu public dont il serait l'objet quelques heures plus tard de la part de de Gaulle. Plus vraisemblablement d'ailleurs il désire laisser Paul Reynaud partir en flèche le 5 avril dans son discours à l'issue du banquet des Indépendants; ce en quoi il sera probablement déçu, car il n'apparaît pas que Reynaud ait l'intention de se lancer dans une opération de ce genre. Il faut donc, je crois, enregistrer avec scepticisme les bruits selon lesquels Reynaud et Pleven pourraient devenir à bref délai vice-présidents du Conseil, celui-ci pour les affaires politiques, celui-là pour les affaires financières.

Mais tout ce qui précède n'est évidemment valable que dans l'hypothèse où Queuille n'enregistrera aucune défection dans son équipe, ce qui d'ailleurs est probable. Toutefois, on constate, chez Petsche une certaine lassitude, consécutive aux inquiétudes que lui donne l'état des rentrées fiscales. Celles de janvier et février ont été sensiblement inférieures aux prévisions, notamment en ce qui concerne les taxes sur les transactions et sur le chiffre d'affaires. La baisse des prix est une bonne chose pour le public, mais une moins bonne pour le Ministre des Finances qui s'inquiète et qui enrage d'être tenu par l'engagement que Queuille a personnellement pris de ne recourir à aucun prélèvement exceptionnel pendant l'année 1949. De ses soucis, que les rapports de ses directeurs de la Rue de Rivoli entretiennent, Petsche a longuement parlé hier avec son Président du Conseil. Ce dernier fonde de grands espoirs sur l'arrivée en France, dès le mois de juin de très nombreux touristes. (C'est un petit côté de la question, mais je

1203 p/2. --

saisis l'occasion pour vous signaler que le Conseil des Ministres étudiera demain mercredi un projet relatif à la création d'une "Compagnie Nationale du Tourisme Français". Les objurgations de Queuille n'ont cependant pas complètement convaincu Petsche qui hésite encore et qui, s'il persistait dans son humeur morose pourrait bien chercher un point de chute. L'un serait d'exiger l'entrée d'un second "Paysan" dans le Cabinet, ce qui lui serait refusé et provoquerait sa démission; un autre serait de proposer une amnistie fiscale pour les souscripteurs au dernier emprunt, amnistie qui serait acceptée par le Conseil des Ministres, mais rejetée au Palais Bourbon, constituant ainsi, éventuellement, une occasion de démission. Mais tout cela n'est encore que crise de conscience du Ministre des Finances et Queuille a certainement d'autres moyens que la persuasion pour obtenir de Petsche qu'il ne parte pas sur le succès de l'emprunt alors que la situation devient plus difficile. Ce qui, en tous cas, est certain, c'est que Petsche profitera du prochain débat sur la réforme des finances locales pour mettre l'Assemblée Nationale en garde contre une euphorie prématurée.

J'ai tout à l'heure évoqué le Conseil des Ministres de demain. Il entendra des exposés sur la situation internationale, sur les élections cantonales, sur le transfert de certaines attributions du Conseil d'Etat aux Conseils de Préfectures, sur les conditions de répartition de certains titres d'essence, sur la création d'un Comité provisoire de la Productivité. Ce dernier, qui fonctionnera jusqu'à l'adoption par le Parlement du plan de modernisation et d'équipement, sera présidé par Jean Monnet et comportera dix membres représentant l'Administration et vingt personnalités compétentes. Il sera chargé d'établir un programme français pour l'accroissement de la productivité en utilisant les travaux et le rapport du "Groupe de Travail de la Productivité" constitué au Commissariat du Plan. Il devra préciser les mesures pratiques d'application de ce programme en coordonnant l'action des divers ministères et organismes concourant à l'amélioration de la productivité. Il préparera l'action de l'organisme définitif, qui sera chargé, sur le plan national, de promouvoir une politique de productivité.

Le Conseil des Ministres examinera encore un certain nombre de textes, notamment celui relatif à la vente d'immeubles de faible valeur dépendants de successions vacantes; celui portant ratification de la convention financière franco-syrienne du 7 février 1949; celui autorisant le Trésor à augmenter les avances à la Caisse Nationale de Crédit agricole; un projet de loi aménageant la fiscalité en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers; une lettre rectificative au projet d'aménagements fiscaux. S'il en a le temps, le Conseil des Ministres ouvrira un débat sur un texte portant modification de la législation des Sociétés et sur un texte modifiant et précisant le décret du 30 octobre 1948 fixant certains caractères des valeurs mobilières.

Et j'en arrive maintenant à la Conférence de presse tenue cet après-midi par de Gaulle. Je ne l'analyserai pas en détail. Elle figurera dans tous les journaux; in extenso dans certains. Je vous communiquerai seulement quelques impressions personnelles. Cette conférence fut un chef-d'œuvre d'habileté. Les hommes politiques se rodent généralement par l'exercice du pouvoir; il semble que de Gaulle se rode dans l'opposition. Sur le plan matériel d'abord, dans la facilité de la parole, l'assouplissement de l'organe et l'amélioration de la diction. Mais ces progrès se doublent d'une plus grande précision dans la pensée, d'une plus grande maîtrise des nuances et surtout d'un sens plus affiné de ce qui peut être dit et de ce qui doit être tu. De Gaulle a manié ses propos d'aujourd'hui de façon à plaire au plus grand nombre. Sauf évidemment aux communistes ~~xx~~, à Jules Moch et à la Troisième Force. Encore celle-ci n'était-elle prise à parti que comme entité. Les phrases consacrées au Maréchal Pétain, manifestement préparées à l'avance, ont été prononcées avec une émotion qui les faisait paraître improvisées. Les Américains seront satisfaits de ce que de Gaulle a dit du Pacte Atlantique. Seuls, Anglais et Allemands - les premiers surtout - trouveront matière à critiquer. Quant au point capital, sur le plan

" LA JOURNEE SOCIALE "

1263 29/30.3.49

DANS LA METALLURGIE. - La réunion des quatre Fédérations de la Métallurgie s'est soldée, comme la précédente, par un échec. Aucun accord n'est intervenu à propos d'une réponse commune à l'Union Syndicale Métallurgique et Minière concernant la libre discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives. Une prochaine réunion est fixée à vendredi. Auparavant, la Commission exécutive de F.O. se sera réunie. A la réunion de ce matin, tenue chez les Chrétiens, la Fédération cégétiste a proposé - comme je vous l'avais annoncé hier - l'unité d'action pour une journée nationale de revendication avec débrayages, fixée au 5 avril. F.O. s'est immédiatement opposée à cette proposition, tandis que la CFTC s'y ralliait et que les représentants des Cadres adoptaient une position ambiguë. L'opposition entre la CGT et F.O. est d'ailleurs totale, car elle porte tant sur le fond que sur la forme. Il est à prévoir qu'aucun accord n'interviendra vendredi prochain. En attendant, le Ministère du Travail reste dans l'expectative au sujet d'une convocation paritaire. Je crois d'autre part pouvoir vous affirmer qu'à propos de la lettre de protestation adressée **il y a** quelque temps au Syndicat patronal et signé de la CGT, de la CFTC et de la CGC, lettre que F.O. s'était refusée à signer, les représentants des Cadres ont fait officieusement savoir à la Fédération patronale que l'accord qu'ils avaient donné n'était que de pure forme et qu'ils n'entendaient pas y donner suite.

- Les 1200 ouvriers des Aciéries de Baume-Marpent, près de Maubeuge, se sont mis en grève ce matin; mais la reprise du travail a été aussitôt décidée en attendant le résultat des pourparlers avec la direction au sujet d'une prime à la production.

DANS LES P.T.T., le conflit des Téléphones ne semble pas devoir s'aggraver et une extension de la grève est improbable.

En ce qui concerne les facteurs et après l'échec du mouvement d'hier, la CGT aura bien du mal à accroître l'agitation. Comme pour le conflit des Téléphones, celui des Facteurs devra être réglé soit par le Parlement, soit par le Conseil des Ministres.

CHEZ LES HOSPITALIERS, on constate à nouveau de l'effervescence. Une réunion du Comité de liaison des divers syndicats est prévue pour demain.

----- fin de la lettre n° 1263 -----

intérieur, la dissolution, elle reste la première revendication de de Gaulle, celle qui permettra un changement de régime. Une allusion à la doctrine du Capital-Travail, pour la présenter comme la panacée sociale propre à faire le bonheur des ouvriers et des patrons, même de ceux qui la combattent actuellement. Bref, de Gaulle entend rester dans l'opposition, puisqu'il continue d'exiger la dissolution, mais son ton était aujourd'hui plus gouaillieur qu'incisif, sauf en ce qui concerne Jules Moch. L'impression était fort bonne dans l'ensemble, propre à conquérir les sympathies et à convaincre les esprits. On se prenait à regretter, en sortant, que l'homme ait un passé qui fessedeouter de l'avenir.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma parfaite considération.

paul dehemé

SUR LE MARCHÉ PARALLELE, on a coté aujourd'hui : NAP. 4450. EAGLE 1040. CROIX 4250. SOUV. 5225. LIVRE 1125 à 1130. DOLLAR 375 à 377. FRANC, suisse 92,50; belge 7,25. PESETA 10.25. BARRE 602.500. LINGOT 605.000

(Comprimé des nouvelles officielles dont vous lirez le détail dans la presse)

- U.R.S.S.-** Le Maréchal Sokolovsky a été libéré de ses fonctions de Commandant en Chef des forces d'occupation et de chef de l'administration soviétique en Allemagne et a été nommé par décision du Conseil des Ministres de l'URSS premier vice-ministre des Forces armées de l'Union soviétique, c'est-à-dire premier adjoint du Maréchal Vassilovski. Dans ses titres et fonctions lui succède le Général Tchoukov, récemment promu général d'armée.
- PACTE ATLANTIQUE.-** Le Parlement canadien a ratifié le Pacte Atlantique par 149 voix contre 2. Le Parlement norvégien en a fait autant par 130 voix contre 13.
- GRECE.-** Le Daily Mail a publié le propos tenu au cours d'une conversation amicale et à bâtons rompus entre son correspondant à Athènes et M. Tsaldaris. "D'ici un an, le roi de Grèce peut être devenu l'allié du Maréchal Tito", a déclaré à son interlocuteur le Ministre grec des affaires étrangères. "Il ne s'agit là naturellement que d'une idée toute personnelle" a-t-il ajouté. Il n'empêche que le propos, qui ne manquera pas de faire quelque bruit et de provoquer bien des hypothèses, va être l'objet d'un travail d'exégèse. Certains vont essayer de le minimiser, son auteur peut-être aussi car, venant trop tôt, il pourrait gêner Tito.
- GRANDE BRETAGNE.-** L'amirauté britannique a démenti une information lancée par le Daily Mail selon laquelle techniciens anglais et américains mettraient sur pied une "Marine Atlantique" commune aux signataires principaux du Pacte.
- ALLEMAGNE.-** Le gouvernement allemand de la Rhénanie-Wesphalie s'est exprimé ainsi par l'intermédiaire d'un porte-parole autorisé : "Les décisions unilatérales des puissances alliées portant rectification des frontières allemandes occidentales n'ont aucune valeur juridique tant qu'un règlement n'a pas été établi entre intéressés par accord mutuel". Le mot diktat n'est pas prononcé mais il est sous-jacent.
- TCHÉCOSLOVAQUIE.-** Deux soldats américains ont été condamnés à Prague à 10 et 12 ans de travaux forcés pour espionnage. L'ambassadeur américain a protesté car il ne s'agit au plus, selon lui, que de déserteurs ou de trafiquants mais non pas d'espions.
- ÉTATS UNIS.-** Aux U.S.A. la secrétaire adjointe du parti communiste américain a été arrêtée. Il lui sera offert d'être conduite dans son pays d'origine : l'URSS. Elle était chargée du recrutement.
- SUISSE.-** M. Buckhardt, Ministre de Suisse à Paris, arrivé au terme de son mandat, a démissionné, préférant se consacrer à ses activités anciennes à la Croix Rouge internationale.
- INDOCHINE.-** Des éléments communistes chinois venus du Kouang Toung ont attaqué dimanche la ville de Mon-Kay située au N.E. du Tonkin. Leur attaque efficace par surprise leur a permis d'occuper l'essentiel de la ville cependant que la garnison se réfugiait dans la citadelle. Ils ont pillé la ville et l'on compte une trentaine de morts. Aux dernières nouvelles, qu'on ne reçoit qu'avec retard et parcimonie, les forces françaises et autochtones auraient le contrôle de la situation.
- FRANCE.-** Le Haut Commissariat au Ravitaillement "un mort en sursis" ainsi qu'il le désigne "Le Monde" a publié un communiqué pour mettre en garde les détaillants de l'épicerie contre la mise en vente libre prématurée de marchandises encore rationnées. Ceci vise la décision prise par les organisations professionnelles groupant la plupart des épiciers de France de mettre immédiatement en vente libre le chocolat, le 5 avril le saindoux, les graisses et la margarine, le 10 mai le lait les produits laitiers et l'huile. Il est à penser que les épiciers, comme les boulangers, bouchers et bonnetiers, passeront outre et maintiendront leur décision.
- Une délégation française groupant trois représentants des Affaires étrangères et des représentants des Finances, de l'Industrie et du Commerce, des Affaires Economiques, de l'Agriculture et de la France d'Outre-Mer, est partie ce soir pour Belgrade pour discuter avec les représentants yougoslaves de l'établissement d'un record économique.

L'Assemblée se séparera le jeudi 14 avril, pour se réunir à nouveau le mardi 17 mai.

Dans ses prochaines séances, l'Assemblée examinera divers projets d'ordre budgétaire (abattement; annulations de crédits et ouvertures de crédits). L'Assemblée étudiera en outre :

- a) la proposition de loi de M. Pleven tendant à tenir compte d'un abattement à la base forfaitaire de 350.000 frs. pour l'application de l'art. 3 de la loi du 24 septembre 1948 relatif à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (5778. 6179. 6812);
- b) le projet de loi autorisant le président de la République à ratifier l'accord de paiement et de compensation monétaire du 16 octobre 1948 (5758. 6699);
- c) le projet de loi et de la lettre rectificative au projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1947 à l'exerc. 1948 (5593. 6674. 6699).

Elle réservera sa séance de jeudi matin à la discussion d'une proposition de résolution de Bouxomel invitant le gouvernement à augmenter les attributions d'essence aux médecins et aux voyageurs représentants et placiers (6813). A partir de jeudi après-midi, elle discutera :

- le projet de loi portant intégration des militaires dans l'organisation générale de la Sécurité sociale (deuxième lecture 6666. 6856);
- le projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux (6470. 6855);
- les conclusions du rapport de la Commission de l'Intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative au contingentement des moulins et à l'organisation professionnelle de l'industrie meunière en Algérie (5579. 6728);
- le projet de loi portant modification à l'art. 111 et aux articles 113 à 117 du code du travail maritime (n°s 5699-6676)
- la proposition de résolution de M. Verneyras tendant à compléter l'art. 14 du Règlement en vue de décider le renvoi de tous les projets et propositions concernant la télévision à l'examen, pour le fond, de la Commission de la Presse (5926. 6771)
- la proposition de loi de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à assurer des ressources stables aux Comités d'entreprise (5310. 6658. 6085);
- le projet de loi autorisant la cession à l'office national industriel de l'azote de l'usine sulfurique de Borde-Longue, dépendant de la poudrerie nationale de Toulouse (2269).

Entre temps, elle ouvrira mardi prochain un débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de Barrachin sur "les conclusions que le Gouvernement entend tirer des résultats des élections cantonales".

TRAVAUX LEGISLATIFS

LA COMMISSION DES FINANCES a entendu M. Maurice Petsche sur le projet de loi 6648 portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires. Le Ministre a exposé que le système auquel s'est arrêté le Gouvernement tient compte dans une certaine mesure des observations présentées par la Commission et que sa modification en cours d'année aurait de graves répercussions sur l'équilibre des budgets des collectivités locales. Il a affirmé que si le régime actuel d'établissement et de perception de la taxe se révélait défectueux, des mesures seraient proposées pour l'améliorer à partir de l'année prochaine. Pour des raisons d'opportunité et eu égard au rendement très élevé du système en vigueur le Ministre a demandé à la Commission de reconsidérer sa position et d'accueillir favorablement le projet du gouvernement.

Des observations ont ensuite été présentées par MM. de Tinguy, Simonnet, Rigal et Denis sur l'assiette de la taxe envisagée. Répondant à des observations, le Ministre fit remarquer que la taxe déjà appliquée n'a pas été en fait génératrice de hausse du prix de la vie et que sa perception présente sus le système préconisé par M. Rigal des avantages de simplicité incontestables. Le Président pose ensuite au Ministre plusieurs questions concernant la répartition entre les collectivités locales du produit de la taxe, questions auxquelles le ministre a répondu.

Après l'adoption de la loi 5096, la Commission a décidé de statuer dans sa séance de jeudi 31 mars sur la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires. La Commission a donné ensuite un avis favorable aux projets de décrets suivants :

- projet de décret portant dérogation aux dispositions de l'art.14 modifié, de la loi 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens (Budget annexe de l'Imprimerie nationale) rapporté par M.René Lamps;
- projet de décret portant dérogation aux dispositions de l'art.14 de la loi 48-1973 du 31 déc.1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens (Education nationale) rapporté par M.René Lamps, suppléant M.Georges Cogniot, rapporteur;
- projet de décret portant dérogation aux dispositions de l'art.2 de la loi 49-331 du 12 mars 1949 modifiant l'art.14 de la loi 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens (Travaux publics, Transports et Tourisme) rapporté par M.Pierre Gabelle,

Elle a examiné ensuite une lettre rectificative aux projets de loi 6262 et 6266 portant répartition, en ce qui concerne les budgets du Ravitaillement et de l'Agriculture, des abattements globaux opérés par la loi 48-1992 du 31 décembre 1948. Sur la proposition de M.de Tinguy, la Commission a accepté les propositions nouvelles du Gouvernement, sous réserve toutefois de réductions de crédits. Elle a également adopté, sur le rapport de M.Barangé une lettre rectificative au projet de loi 6263 portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget des Finances par la loi 48-1992 du 31 décembre 1948.

Je tiens à v/disposition, en communication, les documents suivants :

- (ASSEMBLEE NATIONALE).- 6366 - projet de loi portant statut du personnel des établissements publics communaux.
- 6734.- proposition de loi de M.Caillavet (RS) tendant à améliorer l'habitat
 - 6791.- proposition de résolution de M.Félix (PRL) tendant à invier rural. ter me gouvernement à organiser un Office de l'Exportation agricole.
 - 6792.- proposition de loi de M.Félix (PRL) tendant à dégrever les carburants agricoles des droits de douane.
 - 6821.- proposition de résolution de M.Louvel tendant à invier le gouvernt. à modifier l'arrêté du 12 sept.46 fixant les modalités d'application du décret du 28 mai 1946 relatif à la cessation des activités des exploitations d'électricité et de gaz en ce qui concerne les installations intérieures et les appareils ménagers.
 - 6831.- proposition de résolution de M.Guy Petit (CRAPS) tendant à invier le gouvernement à accorder aux contribuables des communes classées comme stations d'été, climatique, balnéaire ou thermale, un sursis aux poursuites et pénalités en matière fiscale jusqu'au 15 oct.1949.
 - 6834.- proposition de loi de M.Capitant (ADS) tendant au financement et à l'exécution du plan de reconstruction, d'équipement et de modernisation de l'Indochine.
 - 6847.- proposition de loi de M.Bardoux (CRAPS) ayant pour objet de faciliter la construction de maisons pour familles nombreuses.
 - 6862.- projet de loi tendant à modifier l'art.33 de la loi 46-2389 du 28 oct.1946 sur les dommages de guerre.
 - 6863.- projet de loi instituant une aide financière au profit des personnes définies à l'art.40 de la loi du 1^{er} sept.1948 en vue de leur permettre de couvrir leurs dépenses de déménagement et de réinstallation.
 - 6867.- proposition de loi de Mme Ginollin (C) tendant à compléter l'art. 9ter de la loi 808 du 12 mars 1948 instituant un prélèvement exceptionnel et à modifier ladite loi.
 - 6868.- proposition de loi de M.Barrot (MRP) tendant à accorder un délai supplémentaire aux assujettis au prélèvement exceptionnel pour demander la remise ou la modération de leur imposition.
 - 6869.- proposition de r ésolution de M.Rigal (MRP) tendant à inv.le Gouvnt. à reporter au 30 avril 1949 le délai de déclaration des bénéficiaires industriels & commerciaux des entreprises ayant terminé leur exercice avant le 31 déc.48 et qui auront avisé l'inspecteur des contributions directes de leur intention de réviser leur bilan 1948, avant le 10.4.